

sur l'affaire Khaled Nezzar

gravité de certains crimes justifie pleinement la privation de leurs auteurs, aussi élevée que fut leur position, de la protection reconnue par le droit international.

Il en résulte, qu'un ancien fonctionnaire étatique ne peut se prévaloir d'une quelconque immunité pour des crimes internationaux, même s'il les a commis dans le cadre de ses fonctions officielles (TPIY, Procureur c. Tihomir Blaskic, arrêt du 29 octobre 1997). La décision du Tribunal fédéral suisse en date du 25 juillet 2012 s'inscrit, me semble-il, dans cette voie. La notion de l'immunité fonctionnelle employée en constitue l'illustration.

Selon une seconde position, l'immunité de juridiction pénale continue à produire ses effets même après la cessation des fonctions de son bénéficiaire pour tous les actes qu'il aurait commis dans le cadre des ses fonctions officielles, et ce, même lorsqu'ils constituent des crimes internationaux. Dans ce sens, la Cour d'appel de Dakar considère dans son arrêt du 26 novembre 2005 (Hissène Habré) que «(...) la chambre d'accusation, juridiction ordinaire de droit commun, ne saurait étendre sa compétence aux actes d'instruction et de poursuites engagées contre un chef d'Etat pour des faits commis dans l'exercice de ses fonctions (...) l'immunité de juridiction a vocation à survivre à la cessation de fonction du président de la République quelle que soit sa nationalité». Cette position sera confirmée plus tard dans l'arrêt de classement des plaintes déposées contre l'ex-secrétaire d'Etat américain Donald Rumsfeld pour tortures et traitements inhumains. Le pro-

cureur de la République près le Tribunal de grande instance de Paris avait déclaré le 16 novembre 2007 que «(...) l'immunité de juridiction pénale des chefs d'Etat, de gouvernement et des ministres des Affaires étrangères subsistait, après la cessation de leurs fonctions, pour les actes accomplis à titre officiel, et qu'en tant qu'ancien secrétaire à la défense, Monsieur Rumsfeld devrait bénéficier, par extension, de la même immunité pour les actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions». Récemment encore, la Chambre criminelle de la Cour de cassation française a jugé dans sa décision du 19 janvier 2010 qu'un ancien ministre des forces armées continue à bénéficier de l'immunité de juridiction pénale devant les tribunaux étrangers pour tout acte commis pendant l'exercice de ses fonctions et à cette occasion. Reste maintenant la question de savoir en quelle qualité Khaled Nezzar avait agi au moment des faits pour lesquels il est soupçonné.

A la lecture du procès-verbal de l'audition, il est aisément remarquable que les juges fédéraux ne se sont pas uniquement focalisés sur les faits constitutifs de crimes de guerre, ils sont allés plus loin, jusqu'à poser des questions pouvant être interprétées comme une immixtion manifeste dans les affaires intérieures. Tel est le cas notamment des questions sur les décisions prises par le HCE et leurs exécutions, le rôle de l'armée dans le régime politique établi à l'époque et la politique mise en place dans la lutte contre le terrorisme islamiste... A travers ces questions, il semble que les juges fédéraux

enquêtent non pas sur des actes personnels (privés) reprochés à Khaled Nezzar, mais sur des actes impliquant l'appareil étatique. Le tribunal pénal fédéral suisse lui-même fait référence dans sa décision du 25 juillet 2012 à des crimes perpétrés à «l'appui d'une politique d'Etat».

Le mis en cause rejeta d'ailleurs la thèse selon laquelle l'appareil militaire était impliqué directement dans la perpétration des crimes présumés avoir été commis tout en reconnaissant néanmoins l'existence de certains dépassements de la part d'individus isolés. En définitive, à supposer que des crimes internationaux graves (tortures, exactions, exécutions sommaires ou extrajudiciaires, disparitions forcées...) aient été commis par les autorités publiques en place durant le conflit interne en Algérie, qu'ils soient d'ailleurs institutionnalisés ou isolés, ceux-ci constitueraient des crimes d'Etat, autrement dit des crimes imputables à l'Etat et non pas aux individus qui ont agi en tant qu'organe de cet Etat, et ce, dans le cadre d'une politique nationale mise en œuvre pour lutter contre le terrorisme.

Par conséquent, tout agent étatique poursuivi devant une juridiction pénale étrangère pour des infractions qu'il aurait pu commettre en cette qualité pourrait prévaloir de sa qualité officielle et son irresponsabilité pour des actes imputables à l'Etat qu'il représente. Ce principe est le corollaire direct de l'égalité souveraine des Etats au niveau international. Un Etat n'a pas compétence à statuer sur des actes officiels émanant d'un autre Etat à travers ses individus-organes. De

ce fait, l'immunité des agents étatiques pour des actes de fonction est, en effet, le pendant de l'immunité dont jouit l'Etat étranger quand il agit «iure imperii», c'est-à-dire dans ses attributs de puissance publique (Tribunal fédéral suisse, arrêt du premier juillet 1987, Marcos et consorts). Dans la même logique, la CIJ, dans son arrêt du 3 février 2012 (Allemagne c. Italie), rappelle que les crimes internationaux constituent des actes de l'Etat et condamne l'Italie pour avoir violé l'immunité de juridiction reconnue à l'Allemagne en permettant que soient intentées à son encontre des actions civiles fondées sur des violations du droit international humanitaire. Par contre, un tribunal pénal à caractère international tirant son existence et sa légitimité de la volonté commune est habilité à examiner des actes officiels des gouvernants. La qualité officielle, comme moyen de défense substantielle, ne peut être invoquée afin d'échapper à la responsabilité pénale internationale.

Tel est l'état actuel du droit international public. Si les déductions qui viennent d'être faites s'avèrent exactes, la conclusion suivante en résulte : le procès ouvert devant les juridictions suisses concernant le conflit interne qu'a vécu l'Algérie durant des années n'est point un procès contre une personne privée. Il s'agit plutôt d'un procès mettant en cause un Etat étranger pour sa politique de lutte contre le terrorisme, et ce, à travers la poursuite de son ex-ministre de la Défense, général-major et membre, de surcroît, d'un organe politique de transition.

S. L.

Réponse à la contribution du P^r Abdelkrim Chelghoum parue le jeudi 23 août 2012

Tout d'abord, nous tenons à rappeler que nous nous réjouissons de l'intérêt que suscite le projet auprès du public en général et des experts en particulier. Ceci confirme quelque peu que l'opportunité du projet répondait à un besoin exprimé depuis fort longtemps mais que les conditions de sa concrétisation n'ont été réunies qu'à nos jours. Dès la décision de sa réalisation prise, il a été délibérément retenu de procéder systématiquement à une large consultation de l'expertise nationale disponible (universités, CTC, CGS, Cnerib, hydraulique, Sonelgaz, DUCH, transport, Protection civile, etc.) pour aborder et solutionner chacune des facettes techniques que soulève la maturation d'un projet de cette envergure. Aussi, à chacune des étapes décisionnelles sur les choix à retenir, des experts ont été invités à débattre librement sur les propositions concrètes, et notamment lorsqu'il s'est agi de l'isolation à la base (isolateurs, amortisseurs) puis de la durabilité de matériaux (bétons et aciers), thèmes pour lesquels des journées techniques furent organisées avec la participation relevée d'experts algériens et internationaux (plus de 500 participants dont 8 étrangers) aboutissant à des recommandations mises en pratique. Nous vous rappelons que pour ces journées, vous avez été conviés, par lettre signée de M. le ministre, à venir personnellement enrichir le débat par votre contribution, mais que vous vous êtes abstenus pour des raisons qui vous regardent et que nous respectons. Nous nous sommes volontairement refusés à participer à toute polémique, car nous considérons qu'il est autrement plus important de consacrer notre temps et nos énergies à concrétiser ce projet. Néanmoins, nous

jugeons que vos propos sont méprisants pour l'ensemble des experts ayant contribué au projet, aussi faisons-nous exception pour mettre les points sur les i en reprenant point par point la lecture de votre contribution.

Dès l'entame, vous vous «déclarez premier expert à avoir soulevé l'interrogation portant sur la constructibilité du terrain choisi». Stricto sensu, vous excluez toute aptitude d'une réflexion identique à quiconque d'autre. En somme, vous vous attribuez la paternité exclusive d'une attitude normale, positive et sensée. Toute autre personne en dehors de vous n'y aurait pas pensé.

Sachez, monsieur l'expert, qu'une étude géotechnique a été réalisée par un groupement de laboratoires (LNHC, LCTP) selon un cahier des charges très détaillé (une centaine de points de sondage pressométriques et carottés allant jusqu'à 90 m). Les résultats ont été vérifiés et exploités par le maître de l'œuvre et CGS. Ce dernier, sur la base de ces résultats et en procédant à des investigations sur le site, a établi un rapport concluant à :

- 1 - absence de faille à proximité du site ;
- 2 - le sol est ferme de classe S2 ;
- 3 - aucun risque de liquéfaction.

Ces études prouvent la participation active des experts algériens.

De plus, un des paramètres de conception retenu est une période de récurrence de mille ans.

Vous vous déclarez «acteur actif depuis trois décennies» sans que vous preniez la peine de mentionner aucune de vos références. Encore une fois, vous vous jugez seul en capacité d'être acteur actif...Nous tenons à vous rassurer que des experts de quatre décennies ont participé, mais

cette façon ne nous sied pas. Que veut dire «acteur actif» ? Serait-ce une qualification ? N'a-t-on pas vu des erreurs monumentales réalisées par des «acteurs actifs» ? N'existe-t-il pas des compétences de moins de trois décennies d'exercice ?

«Concernant le premier point, il y a lieu de noter une contraction des plus flagrantes. Si la qualité du sol est si appropriée et sa résistance si formidable, pourquoi avoir recours aux systèmes d'appuis parasismiques au niveau de l'infrastructure, bel et bien prévus ? Cette disposition, pour mémoire, n'est préconisée que lorsque les sols sont mauvais et lâches, car son impact financier est exorbitant sur le coût global de l'ouvrage.»

Ces propos sont tout simplement ahurissants, venant de la part d'un expert en génie parasismique. Vous induisez en erreur tout lecteur non averti. Non, M. Chelghoum, les systèmes d'appuis parasismiques ne sont pas préconisés parce que les sols sont mauvais, mais pour atténuer l'effet du séisme sur l'ouvrage. Apprenez que les systèmes d'isolation à la base sont préconisés pour la sauvegarde d'édifices, qu'ils soient stratégiques, historiques ou autres, quelle que soit la composition de leur sous-sol. A tel point que des pays mettent cette technique en œuvre pour sauvegarder les édifices préexistants à cette technique ayant une valeur essentielle (économique, sociale, historique, stratégique, etc.).

De plus, sachez que notre projet est voulu comme plate-forme d'organisation de secours en cas de catastrophe majeure, raison de plus pour assurer la pérennité des lieux après un séisme. Pour ce qui se rapporte à l'atténuation des chocs sismiques, ceci

est assuré par des isolateurs de type pendules inverses jumelées à des amortisseurs visqueux garantissant un amortissement interne équivalent à 35% et un mouvement maximal de 60 cm dans toutes les directions.

Vous affirmez qu'une conférence serait utile. Pour répondre à cet effet, sachez monsieur qu'elle a eu lieu au moment idoine (c'est-à-dire lors de la conception) et qu'actuellement notre souci est la réalisation physique.

La seconde partie de votre contribution se résume en une longue diatribe contre les propos de M. le ministre. Cette façon de procéder est incorrecte car ce monsieur n'a à aucun moment cherché à influencer de quelque manière que ce soit sur les propositions de l'étude technique, faisant pleinement confiance aux experts.

Pour terminer, vos remarques portent tout d'abord sur le référentiel réglementaire et normatif. Apprenez, monsieur, que ceci est pris en considération, non pas uniquement pour assurer le contrôle et le suivi, mais avant tout pour la conception et les hypothèses de calcul. Il est vrai que les règles nationales sont muettes à ce propos, aussi a-t-on demandé et obtenu l'autorisation d'utiliser les Eurocodes. De cette manière, nos spécialistes du CTC, CGS et autres organismes se familiariseront-ils à ces outils conceptuels et actuellement, cela a mené à une réflexion sur la mise à jour de nos instruments réglementaires. Vous affirmez par la suite que l'investigation géotechnique ignore totalement l'aspect dynamique des sols. Ceci est une invective lancée pour faire croire que vous seul pensez à cet aspect tout en ignorant complètement l'œuvre du CGS (downhole et crosshole).

Pourquoi tant de mépris pour le savoir, l'intelligence d'autrui ? Pensez-vous réellement être le seul détenteur des sciences du bâti ?

Quant à l'organe chargé du suivi de la réalisation (le maître d'œuvre en l'occurrence), il fait face aux tâches contractuelles dans tous les domaines, selon ce qui est prescrit au cahier des charges (10 000 pages).

L'étude d'impact, que vous citez, a été élaborée, discutée et approuvée par l'ensemble des organismes en charge de ces aspects. A titre d'exemple connu de tous, nous vous citons l'assainissement de l'oued El-Harrach dont les travaux ont été lancés récemment et qui fait preuve qu'il est possible de coordonner les efforts des différents secteurs pour optimiser le résultat global. En conclusion, votre contribution est complètement décalée (nous sommes en phase de réalisation et non de conception), vos sentences ne sont pas documentées par le dossier de l'étude et même parfois, vous adoptez des positions erronées scientifiquement. Qu'en restera-t-il ? Une polémique pseudo-scientifique mais au fond, sans impact sur la réalité.

P. S.

1 - A propos de lit majeur de l'oued El-Harrach, avez-vous pris le temps d'observer la topographie environnante avant de prononcer cette contre-vérité ?

2 - Si vous vous intéressez réellement à ce projet, inscrivez-vous donc dans le cadre des conventions que nous avons conclues avec diverses universités et grandes écoles (notamment USTHB/GC, Polytechnique).

**Bioud Redouane, ingénieur
Touil Abdellah, architecte
experts à l'Anargema**